

ÉNERGIE

Les Emirats arabes unis claquent la porte de l'Opep

Les Emirats arabes unis annoncent leur retrait de l'Opep et de l'Opep+, en pleine crise énergétique liée à la guerre au Moyen-Orient. Une décision stratégique qui met en lumière leurs divergences avec l'Arabie saoudite et pourrait affaiblir le cartel des pays producteurs de pétrole.

BERNARD PADOAN

C'est une « bombe » d'un autre genre qui vient d'exploser dans le Golfe persique, avec l'annonce officielle du retrait des Emirats arabes unis (EAU) de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont ils faisaient partie depuis 1967. Le pays quitte également l'Opep+, l'alliance mise sur pied en 2016 entre l'Opep et dix autres pays producteurs – dont la Russie, le Mexique, le Kazakhstan ou Oman. Cette décision prendra effet à partir du 1^{er} mai, selon l'agence officielle émiratie Wam. L'annonce intervient dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient et de la fermeture du détroit d'Ormuz, voie navigable essentielle par laquelle transite environ un cinquième de la production de pétrole et du gaz naturel liquéfié, mettant à mal l'approvisionnement mondial et provoquant une flambée du baril – qui est repassé au-dessus de la barre des 110 dollars ce mardi.

La nouvelle n'est pas anodine : avec environ 3,4 millions de barils/jour (mbj), les Emirats sont le troisième producteur du cartel, derrière l'Arabie saoudite (10 mbj) et l'Irak (4 mbj). Ils pèsent un peu plus de 12 % de la production totale de l'Opep (28 mbj avant la guerre), qui compte douze membres dont l'Irak, l'Algérie, le Koweït, la Libye, le Nigeria ou encore le Venezuela. Notons qu'à la différence des autres pays riverains du Golfe persique, les Emirats

peuvent encore exporter une partie de leur production de pétrole (environ 1,5 mbj) via un oléoduc qui contourne le « verrou » d'Ormuz.

Divergences

Avec cette annonce, ce sont principalement les divergences entre le pays et son voisin saoudien qui éclatent au grand jour. Depuis plusieurs années, les Emirats se sentent corsetés par les quotas de production décidés au sein de l'organisation, où l'Arabie saoudite joue un rôle de leader *de facto*. Depuis la fin de la crise du covid, la voix de Riyad, couplée à celle de Moscou, a été prépondérante pour imposer aux membres de l'Opep+ de garder sous terre une partie de leur pétrole, afin de soutenir les cours de l'or noir.

Mais Abou Dhabi a d'autres ambitions, souhaitant porter sa capacité de production à 5 mbj d'ici 2027. « Cette décision reflète la vision stratégique et économique à long terme des Emirats arabes unis ainsi que l'évolution de leur profil énergétique, notamment l'accélération des investissements dans la production énergétique nationale », indique un communiqué des autorités relayé par l'agence Wam. « Les Emirats ont apporté des contributions importantes et consenti des sacrifices encore plus grands dans l'intérêt de tous. Mais le moment est venu de concentrer nos efforts sur ce que dicte notre intérêt national ». Sans compter que la sortie des

Avec environ 3,4 millions de barils/jour (mbj), les Emirats sont le troisième producteur du cartel. © REUTERS.



Emirats de l'Opep ne pourra que plaire au président américain Donald Trump, qui a critiqué le cartel de nombreuses reprises, l'accusant de maintenir les prix du pétrole artificiellement élevés.

Les divergences avec l'Arabie se sont également concrétisées dans le conflit au Yémen. Riyad, qui soutient militairement les autorités du Nord, accuse Abu Dhabi d'armer les séparatistes du Sud – ce que les autorités émiraties démentent.

Soutien israélien

Mais c'est le déclenchement de l'opération « Furie épique » contre l'Irak par la coalition américano-israélienne qui pourrait avoir poussé les Emirats à consommer le divorce. Lundi, Anwar Gargash, conseiller de l'émir d'Abou Dhabi et président des EAU Mohammed ben Zayed, a qualifié de « faible » la réaction des pays du Golfe aux attaques de l'Irak contre leurs territoires, et ce en dépit de l'accord de défense commune signée au sein du Conseil de coopération du Golfe – qui regroupe l'Arabie saoudite, les EAU, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et Oman. « Les États membres se sont mutuellement soutenus au niveau logistique, mais tant sur le plan politique que militaire, je pense que leur position a été la plus faible historiquement », a-t-il déclaré lors d'une conférence à Dubaï.

Or les Emirats ont été le pays le plus visé par Téhéran. A tel point qu'ils ont activé leur partenariat avec... Israël pour assurer leur défense. Le pays est lié avec l'Etat hébreu dans le cadre des accords dits d'Abraham, qui prévoient une reconnaissance mutuelle et la reprise des relations diplomatiques. Fait totalement inédit dans l'histoire d'Israël, selon les révélations du média américain en ligne Axios dimanche, l'Etat hébreu a envoyé aux Emirats des batteries de son système de défense anti-aérienne « Dôme de Fer » – et les soldats nécessaires pour les faire fonctionner. Au total, toujours selon Axios, ce dispositif aurait permis d'intercepter 537 missiles balistiques, 26 missiles de croisière et 2.256 drones.

Dans un marché pétrolier chamboulé par le blocus d'Ormuz, la décision des Emirats arabes unis n'aura pas d'effet immédiat. Mais le cartel amputé d'un nouveau membre – après les départs du Qatar (2019) de l'Equateur (2020) et de l'Angola (2023) – pourrait perdre une partie de son pouvoir d'influence sur les marchés. « Si les répercussions à court terme risquent d'être limitées compte tenu des perturbations actuelles dans le détroit d'Ormuz, cela laisse présager à plus long terme un affaiblissement structurel de l'Opep », juge ainsi Jorge Leon, analyste chez Rystad Energy.

pas totalement de revenir à une méthode forte de grande ampleur, un nouveau porte-avions – l'USS George HW Bush – a été dépêché dans la région. Environ 5.000 soldats supplémentaires devraient également être envoyés vers le Moyen-Orient. Fin mars, plusieurs milliers d'hommes étaient déjà venus renforcer le contingent américain. « Ces capacités (sont) trop importantes pour rester inactives, mais insuffisantes pour infléchir la situation stratégique », a commenté Andreas Krieg.

« Persister dans un combat perdu d'avance, uniquement pour sauver la face, n'est pas une preuve de force, c'est une faiblesse. La situation actuelle favorise l'Irak, et non les Etats-Unis, car l'Irak a beaucoup moins à perdre en maintenant le détroit d'Ormuz fermé », souligne sur X Rosemary Kelanic, directrice du programme Moyen-Orient au centre de recherches Defence Priorities. Donald Trump se retrouve dans le même cul-de-sac stratégique qu'il y a un mois. Et si « Trump n'est guère enclin à une nouvelle escalade », continue Andreas Krieg, « il n'a aucune patience pour la diplomatie ».

canapés, tableaux et même lingots d'or auraient été emportés, souvent sans intervention de la hiérarchie directe.

Les ordres d'évacuations ont été progressivement étendus à des dizaines de nouveaux villages, dont seize pour la seule journée de mardi. Dix jours après être rentrée chez elle, Fatima a dû repartir en catastrophe avec sa famille. Depuis, Yater est quotidiennement pilonné par l'artillerie israélienne. Dimanche, pour la première fois depuis le début de la trêve, sept villages situés au nord du fleuve Litani ont été soumis aux mêmes injonctions. La capitale, Beyrouth, est épargnée par les bombardements.

Dans le même temps, le Hezbollah a repris ses tirs de manière plus active contre les positions israéliennes, estimant que la trêve ne valait plus face à la poursuite des frappes et des destructions. Selon les chiffres du ministère libanais de la Santé, les frappes israéliennes ont tué au moins 40 personnes au Liban depuis le début du cessez-le-feu.

Dès ce mercredi dans



L'héritage d'Alain Delon tourne mal

C'est la foire d'empoigne dans la famille Delon. Alain-Fabien et Anthony se livrent une guerre sans merci.



François Cluzet se dévoile comme jamais

Le comédien sera présent au théâtre à Bruxelles. Dans une rare confession, il nous parle de ses dérives passées...



Stop à l'utilisation d'animaux en labos !

GAIA veut la fin de la cruauté envers les animaux. Des alternatives existent mais les politiciens font l'autruche.

Abonnez-vous dès maintenant ! 12 mois au prix de 165 €. Tél. 02-616 20 00 - abonnements@soirmag.be - www.soirmag.be